

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TANK

9 RUE ROLAND GARROS
38320 Eybens

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\TANK_Saint-pol-sur-mer_0007000551\2_Inspections\2026 02 03 & 2026 02 10 VII Rejets eaux
Code AIOT : 0007000551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement TANK implanté 255 avenue Maurice Berteaux 59430 Saint-Pol-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les visites des 3 et 10 février 2026 s'inscrivent dans le cadre du programme de visites d'inspection de la DREAL Hauts de France au titre de l'année 2026.

La visite du 3 février 2026 fait suite au constat, via la plateforme GIDAF, d'une absence de validation de déclaration pour le mois de décembre 2025 et le constat de rejets non conformes sur une grande partie des analyses du mois de décembre 2025. Elle est réalisée de manière inopinée.

La visite du 10 février 2026 fait suite à l'interdiction de rejets demandée à la société TANK par la

DREAL et les services d'assainissement de la Communauté Urbaine de Dunkerque.

Elles sont réalisées de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANK
- 255 avenue Maurice Berteaux 59430 Saint-Pol-sur-Mer
- Code AIOT : 0007000551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TANK exploite une station de lavage de citernes routières et de cuves de 1 000 litres située à Saint-Pol-sur-Mer.

Le site dispose de 2 lignes de lavage pour les citernes alimentaires, une ligne pour les citernes non alimentaires et une ligne pour les fûts et containers.

L'établissement possède une station d'épuration interne qui réalise un prétraitement des effluents industriels avant leur rejet au réseau public.

Les activités sont régulièrement autorisées par un arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 1998, modifié par les arrêtés complémentaires des 23 août 2000, 5 avril 2001 et 14 mars 2007.

L'établissement fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 28 juin 2023 suite aux non-conformités constatées sur les points de prélèvement, le programme d'autosurveillance, la valeur limite sur le paramètre pH, le registre et la caractérisation des déchets.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Débit	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 8.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours
2	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 8.3.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements sont identifiés depuis le mois d'octobre 2025 sur les Valeurs Limites (VLE) en concentration et/ou en flux définies dans l'arrêté préfectoral et sur les Valeurs Limites fixées dans la convention de déversement. Les rejets se sont fortement dégradés en décembre 2025.

L'origine de ces constats semble inhérente à un agitateur défectueux qui a été remplacé le 21 janvier 2026.

A la date de la visite du 3 février 2026, la station est l'objet d'une panne électrique totale qui est susceptible de dégrader encore davantage la qualité des effluents.

Ces rejets non conformes sont de nature à endommager le bon fonctionnement des ouvrages de la Communauté Urbaine de Dunkerque et de polluer les boues associées.

Face à ces constats, l'Inspection est amenée à proposer un arrêté préfectoral de mesures d'urgence à la signature du Préfet.

Lors de la visite du 10 février 2026, l'Inspection constate l'absence de rejets sur l'installation comme demandée par l'Inspection et les services de la Communauté Urbaine de Dunkerque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Débit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 8.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Débit maximal instantané : 20 m3/h Débit maximal journalier : 100 m3/j
Constats : <u>Visite du 3 février 2026 :</u> L'assistante de l'accueil déclare ne pas avoir accès aux enregistrements de mesure de débits. <u>Visite du 10 février 2026 :</u> La Directrice déclare disposer des enregistrements qu'elle transmettra dès extraction du logiciel informatique ad hoc. <u>Demande de justificatif n°1 :</u> L'exploitant transmettra les enregistrements des mois de septembre 2025 à février 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande de justificatif n°1 :</u> L'exploitant transmettra les enregistrements des mois de septembre 2025 à février 2026.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 jours

N° 2 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 8.3.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Le rejet de l'effluent n°3 doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

Paramètres à contrôler	Valeurs réglementaires	
	Concentration max instantanée (mg/l)	Flux max journalier (kg/j)
MES	600	60
DBO5	800	80
DCO	2000	200
AZOTE GLOBAL	150	15
PHOSPHORE TOTAL	50	5
ZINC	2	0,2
CUIVRE	0,5	0,05

CUIVRE	0,5	0,05
NICKEL	0,5	0,05
CADMIUM	0,2	0,02
CHROME	0,5	0,05
PLOMB	0,5	0,05
SELENIUM	0,5	0,05
MERCURE	0,05	0,005
CYANURES	0,1	0,01
ARSENIC et ses composés	0,1	0,01
Manganese et ses composés	1	0,1
Etain et ses composés	2	0,2
Fer, Aluminium et composés	5	0,5

Fluor et composés	15	1,5
Cobalt	1	0,1
Sulfures	1	0,1
sulfates	400	40
sulfites	5	0,5
chrome hexavalent	0,1	0,01
Argent	0,1	0,01
Nitrites	10	1
Antimoine	0,2	0,02
Huiles et Graisses SEC (Subst. extract. au chloroforme)	50	5
HYDROCARBURES TOTAUX	10	1
AOX (Comp. organiques du chlore)	5	0,5

chlore)		
DETERGENTS ANIONIQUES	10	1
DETERGENTS CATIONIQUES	3	0,3
Phénols	0,1	0,01
Hydrocarbures polycycliques aromatiques	0,01	0,001
MATIERES INHIBITRICES (Equitox)*	1	0,1

Constats :

1) Contrôles inopinés 2025 :

En date des 7 et 8 avril 2025, un contrôle inopiné sur les rejets aqueux a été réalisé par l'organisme agréé SGS FRANCE au niveau du point de rejet n°3.

Ce contrôle avait été perturbé par l'arrêt de l'alimentation électrique par le personnel TANK entre 17h39 et 5h47, ne permettant pas de réaliser un enregistrement et un prélèvement des rejets sur 24H.

Sur la base des effluents prélevés, le rapport d'analyse consécutif à ce contrôle fait apparaître les dépassements suivants au regard des valeurs limites d'émissions fixées :

Paramètre	Valeur Contrôle inopinée concentration	Valeur Limite d'Emission concentration	Valeur Contrôle inopiné en flux	Valeur Limite d'Emission en flux

SEH (matières grasses) en remplacement du paramètre SEC (obsolète)	55 mg/l	50 mg/l	4,48 kg/j	5 kg/j
Test daphnies	2,25 mg/l	1 mg/l	0,183 kg/j	0,1 kg/j

A la demande de l'Inspection, un second contrôle inopiné sur les rejets aqueux a été initié par l'organisme agréé SGS FRANCE en date du 22 septembre 2025 au niveau du même point de rejet n°3.

Ce contrôle a de nouveau été perturbé puisque l'organisme agréé **a constaté lors de la relève des appareils que son tuyau de prélèvement avait été débranché.**

Après information de l'Inspection, le contrôle a été relancé sur les 24H suivantes, c'est à dire du 23 au 24 septembre 2025.

Le rapport d'analyse consécutif à ce deuxième contrôle fait apparaître les dépassements suivants au regard des valeurs limites d'émissions fixées dans votre arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter :

Paramètre	Valeur Contrôle inopinée concentration	Valeur Limite d'Emission concentration	Valeur Contrôle inopiné en flux	Valeur Limite d'Emission en flux

D e m a n d e Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	860 mg/l	800 mg/l	41,5 kg/j	80 kg/j
SEH (matières grasses) en remplacement du paramètre SEC (obsolète)	65 mg/l	50 mg/l	3,13 kg/j	5 kg/j

Bien que non mis en avant dans les rapports SGS, ces contrôles mettent également en évidence un non-respect des valeurs limites sur d'autres paramètres :

Date du CI	Paramètre	V a l e u r Contrôle inopiné en concentratio n	Valeur Limite d'Emission e n concentratio n	V a l e u r Contrôle inopiné en flux	Valeur Limite d'Emission en flux

7 au 8 avril 2025	Zinc	2,23 mg/l	2 mg/l	(Absence de valeur de débit sur la totalité des 24h) Sur la base de la déclaration de l'exploitant à 93,2 m3 pour la journée du 8/4/25 : 0,219 kg	0,2 kg/j
23 au 24 septembre 2025	Zinc	3,12 mg/l	2 mg/l	volume de rejet 48,2 m3 soit 0,15 kg	0,2 kg/j
23 au 24 septembre 2025	Manganèse	1,1 mg/l	1 mg/l	volume de rejet 48,2 m3 soit 0,053 kg	0,1 kg/j

23 au 24 septembre 2025	Fe Al	18,44 mg/l	5 mg/l	volume de rejet 48,2 m3 soit 0,89 kg	0,5 kg/j

L'Inspection relève que les actions d'entrave à la bonne tenue des contrôles inopinés déjà constatées en 2024 se sont renouvelées en 2025.

Comme évoqué lors de la visite d'inspection conjointe entre l'Inspection et les représentants de la CUD du 12 juin 2025, **il est rappelé que ce genre d'agissements n'est pas acceptable et pourra faire l'objet de suites pénales et administratives s'ils devaient se reproduire.**

2) Consultation de la plateforme GIDAF :

Outre les dépassements constatés lors des contrôles inopinés, l'Inspection **relève des dépassements depuis le mois d'octobre 2025 avec une nette accentuation sur les analyses du mois de décembre 2025, en concentration et/ou en flux sur de nombreux paramètres (MES, DBO5, DCO, Hydrocarbures totaux, Zinc, Plomb, Manganèse, Substances Extractibles au Chloroforme et Fer + Aluminium).**

Les tableaux sont disponibles en annexe 1.

Sur la plateforme GIDAF, l'exploitant justifie les dépassements par les commentaires suivants pour sa saisie du 1er décembre pour les résultats du mois d'octobre 2025 :

Cause des dépassements : Agitateur bassin tampon en panne (effluents à l'entrée du serflo non homogènes du fait de l'absence d'agitation)

Mesures correctives envisagées ou réalisées :

Limitation des rejets pour flux conformes

Installation d'une pompe de secours en remplacement/compensation mais efficacité limitée

Remplacement de l'agitateur (commande passée début Octobre - Délai de livraison de 3 mois)

3) Visite du 3 février 2026 :

Le jour de la visite, la Direction du site n'est pas disponible et le technicien en charge de la conduite de la station est absent.

L'assistante présente à l'accueil déclare que l'agitateur a été changé en date du 21 janvier 2026 mais que la station est à l'arrêt depuis vendredi 30 janvier 2026 en raison d'une panne d'électricité suite à l'intervention de l'automaticien. Cette panne semble récurrente chaque mois. L'assistante n'est pas en mesure de présenter les bulletins d'analyse. Dans sa mission, elle déclare ne gérer que l'expédition des échantillons pour analyse.

Néanmoins, elle présente à l'Inspection les relevés journaliers de volumes de rejet et de suivi des consommations. **Ces débits n'apparaissent pas en parfaite cohérence avec les débits saisis sur la plateforme GIDAF.**

En l'absence de prélèvement asservi au débit sur 24H, elle déclare avoir réalisé un prélèvement ponctuel le matin même au pied du dernier bassin avant rejet et ce en vue d'une analyse sur les paramètres suivis mensuellement.

L'Inspection lui rappelle **que le prélèvement doit être réalisé sur 24H asservi au débit et conservé à 4°C en vue d'une expédition dans les meilleurs délais.**

Sur le terrain, l'Inspection constate une station à l'arrêt sans aucun appareil de mesure ni équipements opérationnels. Certains bassins sont en niveau haut. Ils apparaissent très chargés. Elle note une activité très dense le jour de la visite confirmée par l'assistante d'accueil qui lui précise que la société Becquet a mis à disposition 2 citernes en vue de la récupération des effluents générés.

4) Contact Inspection/CUD :

Suite à cette visite, l'Inspection contacte les services de la CUD pour leur faire part de ses constats et les informer de sa future proposition d'arrêté de mesures d'urgence. Ces derniers l'informent en retour que l'exploitant leur a déclaré en date du 5 janvier 2026 un déversement non maîtrisé de 300 m3 de rejets, qu'il avance comme probablement non conformes. **Cette information n'a pas été portée à la connaissance de l'Inspection par l'exploitant.**

Les services de la CUD transmettent également à l'Inspection un bulletin d'analyse daté du 20 janvier 2026 pour un prélèvement du 7 janvier 2026 réalisé par l'exploitant. Ce bulletin fait de nouveau apparaître un dépassement des valeurs limites en concentration : MES, DBO5, DCO, Hydrocarbures, plomb, zinc, Fe+Al (pas de valeurs de flux en l'absence de valeur de débit).

Par courriel du 4 février 2026, les services de la CUD demandent à l'exploitant la transmission d'une analyse complète des effluents en sortie de traitement avant tout rejet dans leur réseau et l'informent que le rejet ne pourra être rétabli qu'à la condition d'un respect strict de la convention.

Non-conformité n°1 : l'exploitant ne respecte pas les Valeurs Limites en concentration et/ou en flux sur les paramètres MES, DBO5, DCO, Hydrocarbures Totaux, Zinc, Plomb, Manganèse, Substances Extractibles au Chloroforme, Fer + Aluminium fine les Valeurs Limites en concentration définies dans sa convention de rejet.

Par courriel du 6 février 2026, l'Inspection indique à l'exploitant qu'elle propose un arrêté préfectoral de mesures d'urgence qui précisera :

- Les rejets ne pourront reprendre qu'à la condition de respecter strictement les VLE de l'ensemble des paramètres repris à l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de la convention.

- A la date de reprise des rejets, une analyse sur les paramètres soumis à autosurveillance, sur les paramètres repris dans la convention de rejet et sur les paramètres ayant fait l'objet d'un dépassement depuis septembre 2025 devra être réalisée de manière journalière à partir d'un prélèvement proportionnel au débit sur 24H.

Les résultats seront transmis immédiatement par courriel à l'Inspection dès réception. Le registre des citernes et fûts lavés sera joint concomitamment.

En cas de dépassement sur l'un des paramètres, l'exploitant devra interrompre son rejet et en informer l'Inspection des Installations Classées.

Ces dispositions pourront faire l'objet d'une demande de révision à l'Inspection après démonstration d'une conformité sur une période minimale consécutive de 15 jours de rejet représentatifs.

5) Visite du 10 février 2026 :

Il n'est constaté aucun rejet au canal venturi en sortie de station d'épuration. Plusieurs regards sur le circuit de rejets des effluents sont visités notamment la fosse générale à l'entrée du site. Aucun ne met en évidence un rejet d'effluents.

Une seule citerne prêtée par la société Becquet est désormais présente sur place (L 3096) pour récupérer les eaux issues du lavage. L'exploitant déclare qu'un pompage a été réalisée le matin même afin de vider une fosse et permettre la vidange d'une partie de la citerne.

L'activité de lavage est calme. Le registre est consulté. Il est disponible et conforme.

Les équipements de la station d'épuration sont en fonctionnement. Le bassin de travail apparaît en niveau haut (600 m³).

Demande de justificatif n°2 : Le nombre de citernes utilisées est à préciser.

Tout traitement des déchets stockés dans les citernes Becquet par un prestataire extérieur doit faire l'objet d'une traçabilité dûment justifiée à transmettre à l'Inspection.

En cas de réintroduction dans la station, l'exploitant informera l'Inspection préalablement à cette opération afin qu'elle ou un représentant de la CUD puisse être présent.

L'exploitant déclare que la seconde citerne L 3080 qui a été remplie au cours de la semaine 4 est stationnée sur le parking Becquet dans l'attente d'une élimination à l'extérieur ou réintroduction des effluents dans la station. Sa présence est vérifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°2 : Le nombre de citernes utilisées est à préciser.

Tout traitement des déchets stockés dans les citernes Becquet par un prestataire extérieur doit faire l'objet d'une traçabilité dûment justifiée à transmettre à l'Inspection.

En cas de réintroduction dans la station, l'exploitant informera l'Inspection préalablement à cette opération afin qu'elle ou un représentant de la CUD puisse être présent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 1 mois